



Monsieur le Président,

Vous nous avez convoqué ce jour en CSAL pour aborder le dossier emploi dans le cadre du projet de loi de finances 2024.

Près de 36 000 emplois ont été supprimés depuis la création de la DGFIP, 130 000 agentes et agents en 2008 et 94 000 en 2023. Une cure d'amaigrissement toujours plus drastique qui a dégradé la qualité de nos missions, le service rendu à l'utilisateur sur nos territoires de montagne, les conditions de travail des agents, la signification même de la notion de service public.

Devrions-nous nous réjouir des 200 nouvelles suppressions d'emplois pour 2024 ?

La Direction générale se félicite d'une évolution historique de la courbe des emplois. En effet, côté emplois pour 2024 nous en serions à +148 ETP. Mais que se cache-t-il derrière ce chiffre, en véritable trompe l'oeil ?

Pour mieux comprendre, il faut repartir du PLF 2024 qui prévoit une suppression nette de 200 ETP (initialement - 450).

Ce nouveau coup de rabot sur les emplois n'est justifié à aucun moment, si ce n'est par la réaffirmation que la DGFIP doit, une fois de plus, jouer les bons élèves via une participation supplémentaire, avec une contribution renouvelée à la baisse des dépenses publiques.

Rappelons que la DGFIP a par ailleurs été choisie pour accueillir de nouvelles missions, et donc étendre son périmètre. Ainsi, pour arriver au solde positif de +148 ETP, affiché par la DG, il faut prendre en compte les transferts d'emplois de +348 ETP liés aux transferts de missions, notamment des Douanes et de la taxe d'urbanisme.

La répartition des emplois 2024 entre les directions du réseau conforte une disparité constante depuis 2 ans entre d'un côté l'administration centrale, les services à compétence nationale et les directions nationales qui voient leurs effectifs augmenter de 345 et, de l'autre, le réseau territorial qui est encore amputé de 155 emplois.

Les chiffres parlent d'eux même: l'essentiel des services relocalisés sont financés par le réseau territorial.

N'oublions pas que cette contribution repose toujours majoritairement sur la catégorie C pour laquelle on recense 246 suppressions nettes de postes sur l'ensemble des DDFIP/DRFIP.

Pour la DG, cette catégorie, tout comme celle des B géomètres (- 55 emplois) est vouée à la disparition !

Au sein de la DDFIP 05, le PLF se traduit par une suppression notamment d'un poste C au SIE d'Embrun, peut-être celui d'un ou des agents qui se sont « sacrifiés » en local cet été sur l'autel de la faillite GMBI.

Tout ceci sans recevoir au final le moindre euro sur leur investissement et la fameuse prime de 500 €. (le SIE n'ayant pas vocation à recevoir des particuliers ou à se trouver dans le périmètre d'éligibilité).

On pourra donc à cet effet remercier les effets colatéraux du NRP qui se poursuivent, et le bricolage incessant dans nos services et structures, pénalisant la valeur travail incarnée par nos agents. Quelle magnifique reconnaissance !

Les morceaux de galette offerts par le délégué du Directeur Général lors de sa visite à Embrun suffiront-ils à masquer les difficultés, les angoisses, les inquiétudes, les velléités de départ ou le manque d'attractivité au sein de nos structures et services exsangues ?

SIP, SGC, SIE, SPFE, SDIF, services de Contrôle et direction : Tous les services des finances publiques sont sollicités par les usagers en mal de service public, et ils doivent fonctionner avec toujours moins d'effectifs et toujours plus de charges.

Alors bien sûr nous pourrions reparler ultérieurement de transferts de la Taxe d'urbanisme avec son lot d'incertitudes toujours présent, que nous avons dénoncé dès la création du Sdif (parmi tant d'autres points), de « l'effet Attal », « ancien de la maison » sur la lutte contre la fraude fiscale.

Pour Solidaires Finances Publiques et la CGT Finances Publiques , chaque suppression d'emploi est une suppression de trop.

Pour nos dirigeants et gouvernants actuels, la devise semble être désormais « plus vite dans les réformes mortifères du Service Public, plus haut dans le mépris des personnels, plus fort dans le remplacement des humains par le tout-numérique et toujours en totale déconnexion avec la réalité des besoins des populations ».

Nous ne pouvons que dénoncer et combattre une telle idéologie.

Pour toutes ces raisons, vous aurez compris, Monsieur le Président que les représentants de Solidaires Finances publiques Hautes-Alpes et CGT Finances Publiques Hautes-Alpes ne siégeront pas à ce CSAL.